

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

- Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :
- Innocent Assogba (Bénin)
 - Alan Benjamin (États-Unis)
 - Colia Clark (États-Unis)
 - Constantin Cretan (Roumanie)
 - Berthony Dupont (Haïti)
 - Ney Ferreira (Brésil)
 - Daniel Gluckstein (France)
 - Rubina Jamil (Pakistan)
 - Apo Leung (Chine)
 - Gloria Gracida (Mexique)
 - M.A. Patil (Inde)
 - Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
 - Klaus Schüller (Allemagne)
 - Jung Sikhwa (Corée)
 - John Sweeney (Grande-Bretagne)
 - Mark Vassilev (Russie)
 - Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

PAKISTAN

Le Gouvernement du PTI (Mouvement du Pakistan pour la Justice) se conforme à la ligne politique de l'impérialisme U.S. de privatisation des entreprises d'État au Pakistan.

Le gouvernement fédéral décide de privatiser 49 entreprises sur les cinq prochaines années. La décision a été prise lors d'une session de la Commission Permanente de l'Assemblée Nationale pour les Privatisations.

Le Ministère des Privatisations déclarait que 15 entreprises avaient été retirées de la liste des privatisations et huit lui avaient été ajoutées.

Le Pakistan est en pourparlers avec une demi-douzaine de sociétés de Russie et de Chine pour prendre la direction de PSM (Usines de Sidérurgie Pakistanaise) sous le statut de partenariat public-privé et porter la production de 1,1 million à 3,5 millions par an.

La Commission a été informée qu'à ce jour, les pertes combinées de la compagnie aérienne nationale PAI et de PSM s'élevaient à environ 600 milliards de roupies dont 400 milliards pour la seule compagnie aérienne.

Le gouvernement actuel obéit sans discuter à l'impérialisme US et suit à la lettre les accords signés avec le FMI et la Banque Mondiale.

Les pertes actuelles de la sidérurgie s'élèvent à un total d'environ 200 milliards de roupies. Le Ministre en charge de la privatisation a déclaré que le gouvernement avait décidé d'inclure PIA et PSM dans la liste.

Il a expliqué : « *La sidérurgie sera vendue aux termes d'un partenariat public/privé afin de porter sa capacité de production de 1,1 millions de tonnes par an à 3, 5 millions.* »

Cependant, parmi une douzaine ou plus d'entreprises publiques, la PIA a été retirée de la liste du programme de privatisation gouvernemental et le gouvernement fait des efforts désespérés pour faire de la compagnie aérienne nationale une entreprise rentable.

Il a expliqué ensuite que d'ici un an et demi, le gouvernement allait céder sept autres entreprises publiques au privé, qui sont la SME Bank Cie, la First Women Bank Cie, la centrale électrique Balloki d'une capacité de 1 223 millions de watts, la centrale Haveli Bahadur de 1 230 millions, la Mari Petroleum Cie (en retirant les actions restantes), le centre de Congrès Jinnah d'Islamabad, les mines de charbon Lakra (devenues Lakra Coal Development Company) et Services International Hotel à Lahore.

Le projet de privatisations est en fait un vaste plan de stipulations (autrement dit, conditions expresses) qui doivent être remplies. Son plan de changements déplorables comprend la création de l'Autorité de Régulation du Pétrole et du Gaz (OGRA) et la division de WAPDA (Agence publique de distribution d'eau et d'électricité) en une multitude de compagnies de fourniture d'électricité, la levée du contrôle des prix, l'alignement des prix du POL (pétrole pakistanaise) sur ceux du marché international, l'alignement de la Roupie sur le Dollar US ce qui expose la monnaie à de constantes dévaluations, la fin des subventions sur les produits de première nécessité et liberté donnée aux acquéreurs des entreprises d'État de rapatrier leurs bénéfices sur les bourses étrangères.

Dégâts et catastrophes dus aux privatisations

Les conditions et les conséquences du programme de privatisation sont préjudiciables aux plans économique, social et même politique tant pour l'État que pour la population. La population souffre du chômage et elle est dans l'incapacité chronique de faire face aux augmentations constantes du coût de la vie, de la nourriture, de l'électricité, du gaz, des transports, des dépenses d'éducation. L'appauvrissement général de la société entraîne l'accroissement de la corruption, des vols et des suicides.

Lorsque *The News* s'est adressé au Ministre des Privatisation, celui-ci a déclaré que le gouvernement avait retiré de la liste des privatisations 15 entreprises y compris les entreprises de la sidérurgie PSM et la PIA, ajoutant que pour que la sidérurgie soit gérée sous le régime du partenariat public/privé, le Ministre de l'Industrie et de la Production mettrait ce processus en œuvre après discussion avec les entreprises chinoises et russes. Le département des transports aérien travaille également d'arrache-pied pour restructurer la PIA.

Il a déclaré que d'autres entreprises avaient été retirées de la liste du programme de privatisation telles que la National Bank of Pakistan, la Banque de Développement Industriel (IDBL), la TCP (Société de Commerce du Pakistan), la PSO (la Compagnie Pétrolière du Pakistan), la SNGPL (Compagnie des Gazoducs

du Nord Sui), la SSCG (Compagnie des Gazoducs du Sud Sui), la CAA (Autorité de l'Aviation Civile), USC (la Compagnie des Magasins de Produits Généraux du Pakistan), la NHA (l'Autorité des Routes Nationales), la Société de métallurgie du Pakistan, la NCL (Société de Construction Nationale), la PCP (Compagnie d'Impression du Pakistan) et les chemins de fer pakistanais ainsi que les infrastructures, ateliers et usines rattachés aux chemins de fer.

Dans une deuxième phase, a-t-il ajouté, une liste de 41 entreprises supplémentaires devaient être privatisées, cela dit, les ministères et départements concernés seraient consultés pour avis sur les privatisations.

Cette attaque ne vient pas seulement de ce gouvernement. La classe ouvrière subit déjà les attaques des capitalistes y compris avec les députés aux niveaux fédéral et d'État. Les manifestations et actions de protestation contre la privatisation des entreprises d'État ont commencé partout au Pakistan. Le WAPDA, les banques et les compagnies d'assurances se dressent sur notre route.

La Fédération des cheminots de l'APTUF a d'ores et déjà décidé d'organiser une manifestation à partir de Lahore, Karachi, Quetta et Rawalpindi dans la semaine qui vient.

La classe ouvrière proclame qu'elle combattra contre la politique anti-

ouvrière du gouvernement qui met toujours plus de milliers d'ouvriers au chômage.

Dans son discours, Imran Khan a dit qu'il allait créer 50 millions d'emplois pour les chômeurs mais, au lieu de créer des emplois, les entreprises licencient des milliers de travailleurs chez Honda, Suzuki Motors, Orient et autres entreprises du secteur privé. Sous le drapeau de la confédération APTUF, nous sommes prêts à nous battre pour redonner force à l'inspection du travail, mettre en application le code du travail et mettre un coup d'arrêt à la privatisation des entreprises. ■

Correspondant

HAÏTI

Vive le soulèvement du peuple pour la démocratie et la souveraineté !

Depuis deux semaines, les masses populaires descendent dans les rues de Port-au-Prince et des grandes villes pour en finir avec le gouvernement du président Jovenel Moïse, son parti PHTK et sa politique anti-ouvrière et antipopulaire. Les masses, et au premier rang les travailleurs, veulent en finir avec la vie chère et les mesures d'austérité dictées par le Fonds monétaire international à un gouvernement qui ne tient que grâce aux troupes d'occupation étrangères. Elles dénoncent le pillage par les hauts dignitaires de l'État des fonds de Petro-Caribe, ce programme de vente de pétrole bon marché du gouvernement vénézuélien. Ces troupes d'occupation de l'ONU, la Minujusth, occupent Haïti depuis quinze ans et se sont mises en état d'alerte.

Face à ce soulèvement populaire, le régime déchaîne la répression. L'hebdomadaire ouvrier et anti-impérialiste *Haïti Liberté* raconte : « À partir du vendredi 23 septembre, la mobilisation populaire pour le renversement du régime PHTK a pris sa vitesse de croisière. Une fois de plus, le peuple a démontré sa capacité et sa détermination à mener une offensive active pour essayer de changer les conditions dans lesquelles vivent les masses exploitées et délaissées. Ainsi, à la suite des différentes manifestations populaires, nombreux sont les militants qui sont victimes de la répression policière. » On compte

déjà des dizaines de morts, indiquent les sources citées par *Haïti Liberté*.

Mais comme la répression ne suffira pas contre tout un peuple, les grandes manœuvres ont commencé, sous l'égide des grandes puissances étrangères. *Haïti Liberté* raconte : « Une réunion a été organisée le lundi 30 septembre à Pétiion-Ville entre le pouvoir et l'opposition sous l'ombrelle du Core Group composé de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies, des ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de l'Union européenne et du représentant spécial de l'Organisation des États américains (...). La vérité est que, pour les États-Unis, le peuple haïtien ne peut décider par lui-même d'élire un président de son choix voire de le répudier. »

« Il peut arriver que le Core Group décide de lâcher Jovenel si le rapport de force l'y oblige, mais ce ne serait qu'une victoire encore apparente et trompeuse allant dans leur intérêt, mais pas au bénéfice du peuple haïtien puisque la politique qui sera appliquée sera sans doute celle de la continuité du PHTK sans le PHTK, de même que les dirigeants du pays continuent à perpétuer le duvaliérisme sans Duvalier », conclut *Haïti Liberté*.

C'est toute la tragédie d'Haïti qui se concentre aujourd'hui dans ces événements : un pays où la révolution contre l'esclavage, commencée en 1791, avait

proclamé la première République noire au monde en 1804, et qui n'a cessé d'être réprimé et opprimé par les grandes puissances impérialistes, hier la France et aujourd'hui les États-Unis. Comme le rappelle *Haïti Liberté* : « Il y a 33 ans, commençait le soulèvement contre le "président à vie" Jean-Claude Duvalier, dit Baby Doc (qui dirigea la dictature sanguinaire et pro-impérialiste en Haïti, à la suite de son père, de 1957 à 1986 – nldr). Le 7 février 1986, il quittait Haïti à bord d'un avion C-130 affrété par le gouvernement américain, sans oublier d'emporter à bord ses voitures de luxe. Son départ a marqué le début d'un nouveau chapitre de l'histoire haïtienne : celui où les masses de cette néo-colonie luttent pour la démocratie et la souveraineté contre la contre-révolution sanglante des classes dirigeantes locales et étrangères. Chaque victoire électorale des masses (1990, 2000) a été écrasée par un coup d'État suivi d'une occupation militaire étrangère (1991, 2004), jusqu'à ce que l'Empire change finalement de tactique en organisant frauduleusement l'élection de Martelly en 2011 puis de Jovenel en 2016 (...). D'où les manifestations massives contre Jovenel Moïse, qui réclament aujourd'hui sa tête. » ■

Avec nos correspondants de l'hebdomadaire *Haïti Liberté*, membre fondateur du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI).